

Carte scolaire : rappel !

Tableau récapitulatif Académie de Toulouse :

Premier degré : - 150 emplois

Second degré : - 32 emplois

Personnel administratif : - 23 emplois

Départements	Dotation	Retraits ETP Intervenant	Total général
Ariège	- 17	- 2,5	- 19,5
Aveyron	- 20,5	- 3,5	- 24
Hte Garonne	+ 0,5	- 20,5	- 20
Gers	- 17,5	- 2,5	- 20
Lot	- 18	- 3	- 21
Htes Pyrénées	- 23	- 3,5	- 26,5
Tarn	- 22,5	- 5,5	- 28
Tarn et Garonne	+ 18	- 4	+ 14

Devant l'IA le 10 février : les postes perdus



SNUipp 46 80, Rue des Jardiniers 46000 Cahors ☎ 05 65 22 12 79 ☎ 05 65 22 15 28 Dispensé de timbrage CAHORS CC T1
<http://46.snuipp.fr> mel: snu46@snuipp.fr Directeur de la publication : Yves Mespoullé -Fontgrumel - 46220
 Prayssac Imprimé par nos soins Prix 0,50 € N° ISSN :1241-3542 N° CPPAP : 0407 s 07301

P PRESSE
 DISTRIBUÉE PAR
 Déposé le 22 février 2011

N° 84 février 2011 trimestriel

DONNER D'AUTRES COULEURS A L'ECOLE LE 19 MARS

Les annonces du ministre depuis le début de l'année ressemblent bien à un écran de fumée qui ne réussit pas à cacher l'essentiel, une dotation tristement historique, 8967 fermetures de postes dans le premier degré avec une déclinaison départementale de 21 postes supprimés. Alors que l'enquête PISA démontre l'aggravation des inégalités sociales dans le système éducatif français, et qu'un rapport national sur l'emploi public en France confirme que **l'école primaire fait bien figure de parent pauvre de l'Etat avec un taux d'encadrement de 5 enseignants pour 100 élèves, plaçant la France au dernier rang des pays classés !** Pour atteindre seulement un niveau moyen des pays de l'OCDE, il faudrait créer 37000 postes d'enseignants. Un autre budget, d'autres choix éducatifs, c'est ce que défend et défendra toujours le SNUipp avec la FSU malgré un gouvernement sourd et inflexible. Durant ce mois de février, l'activité syndicale du SNUipp a été particulièrement remplie, permettant de fédérer nos revendications, mais aussi le refus des mesures accablantes avec un attachement à un métier qui doit rester porteur de dynamisme et de créativité. Après la mobilisation du 22 janvier, nous avons choisi de montrer notre détermination par la grève du 10 février. Grève qui a fait entendre le mécontentement des enseignants, des élus et des parents, journée qui a montré que les citoyens ne baissent pas les bras, qu'ils ont parfaitement conscience du saccage de l'école publique et qu'ils seront encore là, au prochain rendez-vous pour la défense de nos écoles. **A l'appel du collectif « un pays, une école, notre avenir », la journée du 19 mars doit être un moment de forte mobilisation. Le SNUipp appelle dès à présent les enseignants à participer à cette journée pour qu'ensemble, nous puissions redonner des couleurs à l'école.**



Comparatif très parlant :

Economies très inférieures à l'allègement des prélèvements...

Où l'on s'aperçoit que le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux ne rapporte quasiment rien à l'état et par contre influe directement et très visiblement sur l'éducation des enfants, les usagers du service public et les personnels. Et compense à peine le bouclier fiscal : **Ca suffit !**

Economies	Suppressions de ressources ou coûts
<ul style="list-style-type: none"> Non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite : 500 <u>Millions</u> d'€ Imposition des indemnités journalières lors d'accidents du travail : 150 <u>Millions</u> d'€ Suppression de niches fiscales : 440 <u>Millions</u> € ... 	<ul style="list-style-type: none"> Suppression taxe professionnelle : 28 <u>Milliards</u> d'€ (Pour Sarkozy seulement 8) Suppression TVA restaurateurs : 3 <u>Milliards</u> € ! Bouclier fiscal : 679 <u>Millions</u> € Airbus personnel pour le chef de l'état : 180 <u>Millions</u> €

Le 19 mars pour infléchir les choix budgétaires :

Les 25 organisations du collectif « l'éducation notre avenir » ont appelé à une nouvelle journée de mobilisation pour le 19 mars contre les choix budgétaires du gouvernement qui ne cessent « de tirer le service public d'éducation vers le bas ».

Le collectif « l'éducation est notre avenir » qui regroupe 25 organisations de l'éducation dont le SNUipp appelle à une "journée nationale d'action" dans toute la France le samedi 19 mars pour protester contre les suppressions de postes de la rentrée 2011. "L'éducation n'est plus une ambition pour ce gouvernement. Il aura supprimé 50.000 postes dans le service public d'éducation en cinq années, mettant en difficulté écoles et établissements, dégradant de façon systématique les conditions d'accueil, de formation et de qualification des élèves, détériorant les conditions de travail de l'ensemble des personnels", explique un communiqué publié hier soir mercredi 3 février. « Le service public d'éducation, cible de la chasse budgétaire, est tiré vers le bas » poursuivent les organisations qui avaient appelé le 22 janvier à des rassemblements et des actions dans tout le pays.

Le choix de la régression : « A la rentrée 2011, ce seront 16 000 postes supplémentaires qui seront supprimés, malgré l'augmentation des effectifs d'élèves, expliquent-elles. Les conséquences auront des effets immédiats sur la taille des classes dans les écoles, les collèges et les lycées, la scolarisation des enfants de deux et trois ans, les élèves en difficulté, le fonctionnement des services et l'offre d'enseignement ? Le gouvernement fait le choix de la régression ».

La mobilisation citoyenne : Convaincues qu'avec ses choix budgétaires le gouvernement « ne prépare pas l'avenir » elles estiment que « La mobilisation citoyenne doit permettre d'inverser ces choix » et appellent « tous ceux et toutes celles qui soutiennent le service public d'éducation et son engagement permanent pour la réussite des jeunes, sans distinction de fortune ni d'origine, à une journée nationale d'action déclinée dans chaque académie le samedi 19 mars ».

<http://www.unecole-votreavenir.org/>



<http://46.snuipp.fr>



Sommaire

Page 1 : Editio : Donner d'autres couleurs à l'école
 Page 2 et 3 : Carte scolaire ; Direction école : effet d'annonce ou réalité concrète ; Mouvement ; Budget ; Formation
 Page 4 : Comparatif parlant : 19 mars





Carte scolaire : avis de tempête

L'IA nous avait prévenu dès le mois d'octobre : la carte scolaire va être difficile, le LOT perd des élèves.

La décision rectorale tombe début janvier : pour le LOT ce sera 18 postes d'enseignants de moins et 3 équivalents temps plein d'intervenant langue.

Lors d'un groupe de travail, l'IA annonce que le rural sera touché, et qu'il faut impacter le moins possible les classes, donc BD et postes « hors classe » seront eux aussi touchés.

Lors du CTPD (conseil technique paritaire départemental), la FSU a défendu tous les postes pied à pied, avançant des arguments contre toutes les fermetures : classes, BD, animateur, conseillers pédagogiques.

La FSU a voté contre toutes les fermetures estimant que le LOT a besoin de tous ces postes.

Le LOT est un départemental rural, touché de plein fouet par l'abandon des services publics par l'Etat. Lorsqu'une école ferme dans un village, ce sont autant d'enfants à transporter, de fatigue de plus pour ces élèves. Où sont les rythmes scolaires lorsqu'un enfant se lève à 7h voire 7h 30 pour prendre le ramassage et ne rentre que le soir à 17h, 17h 30.

Le LOT a un problème avec le remplacement des maitres absents. Il a gagé 15 postes de BD pour assurer la formation des PES. Si au début de l'année il y avait encore quelques surnombres, congés parentaux, dispo en cours d'année ... les ont fait fondre comme neige au soleil et à l'heure actuelle. De l'aveu même de l'administration il manque 8 enseignants. Le rectorat ayant bloqué les rapprochements de conjoint, ce sont élèves et enseignants qui souffrent de cette situation intolérable. La situation, la satisfaction de tout le monde, pourrait être vite résolue en faisant rentrer les enseignants en rapprochement de conjoint. De nombreux attendent en disposition sur le département.

Le LOT était à la pointe pour la formation continue. Mais celle ci, faute de crédit, a été supprimée. La disparition de la brigade de formation continue en est la confirmation comme la suppression de postes de conseillers pédagogiques. Peu de formation initiale, plus de formation continue. Qui ose encore nous parler de qualité ?

Unitairement les organisations syndicales, la FCPE, les élus ont boycotté le CDEN.

Il a été reprogrammé le mercredi 16 février. Conscient que les choses ne pouvaient qu'évoluer à la marge, qu'il n'y avait pas d'espace de négociation, FSU, SGEN, CGT et FCPE n'ont pas siégé au second CDEN.

L'IA n'a pas bougé sous les arguments qu'il connaissait déjà : ils avaient été développé lors du CTPD ; mais bien sous la mobilisation des élus et surtout des parents. Gourdon voit sa classe sauvée par la pression des parents d'élèves qui ont apporté plus de 1000 signatures récoltées en peu de jour.

Et c'est bien la pression qu'il faut mettre maintenant au niveau national pour obtenir un collectif budgétaire qui revienne sur les 16 000 suppression de postes d'enseignants.

La journée du samedi 19 mars est dans cette optique.

Mobilisons pour que ce jour-là nous soyons nombreux, parents, élus, enseignants à demander le retour de nos postes.

Direction d'école : Effet d'annonce ou réalité concrète ?

Depuis un an, un grand nombre de directeurs et directrices se sont vus retirer l'aide administrative dans leur école. Le ministre Luc Chatel a annoncé au SNUipp-FSU que les 500 millions d'euros en faveur de l'emploi, seraient susceptibles très bientôt de permettre le retour de l'aide administrative des directeurs d'école à son niveau initial, notamment pour l'année 2011-2012.

S'agit-il de nouveau d'un effet d'annonce ou d'un engagement ferme ?

Pour le SNUipp, il y a urgence que cette hypothèse se traduise concrètement dans les écoles, chaque directeur devant à nouveau bénéficier d'une aide administrative.

Le SNUipp-FSU a décidé d'interpeller partout les inspecteurs d'académie sur la concrétisation rapide de ces annonces. Il appelle les directrices et les directeurs, comme l'ensemble des enseignants, à envoyer la carte pétition « direction d'école : halte à la surcharge ! ».

Alors que les tâches des directeurs et directrices des écoles primaires ne cessent de s'alourdir, le SNUipp-FSU demande que des discussions soient ouvertes pour que soit mieux défini et reconnu leur travail.

Il exige une augmentation du temps de décharge pour toutes les écoles, une revalorisation indiciaire et l'attribution d'une aide administrative pérenne et statutaire. **Ces demandes seront au cœur de la journée de manifestations le 19 mars.**

Paris, le 17 février 2011

Mouvement départemental

Calendrier

➔ **Saisie des vœux** sur le serveur SIAM du **16 mars au 7 avril** 2011. (<https://bv.ac-toulouse.fr/iprof/ServletIprof>)

Commissions d'**entretiens** pour les postes particuliers le **18 mai 2011**.

Information du projet de mouvement dans les boites IProf à compter du **16 mai 2011**.

CAPD le 25 mai 2011.

➔ **Deuxième phase** du mouvement du **10 au 17 juin 2011**.

Information dans les boites IProf à compter du **24 juin 2011**.

Groupe de travail pour ajustements le **29 juin 2011**.

➔ **CAPD** de fin de mouvement début **sept 2011**.

Budget :

Souvenez-vous, en mai dernier, dans un document confidentiel adressé aux recteurs afin de préparer les prochaines rentrées scolaires, le ministre indiquait des « leviers » à actionner pour piloter au mieux et en fait « récupérer » 48 000 postes sur 3 ans. Ces hypothèses en plus d'être cyniques, promettaient de dégrader encore plus les conditions d'accueil des élèves et le travail des personnels.

Rentrée 2011, nous y voilà, les leviers ont été actionnés :

1^{er} levier : l'augmentation du nombre d'élèves par classe car selon le ministre elle peut être envisagée « sans dégradation sur les résultats ». *C'est bien ce qu'il se passe sur le Lot avec en moyenne 22 élèves par classe ?*
2^{ème} levier : la maternelle dans le viseur : diminution de la scolarisation des élèves de moins de trois ans. *Le Lot qui scolarisait beaucoup de petits voit encore son pourcentage baisser pour passer sous la barre des 20%*
3^{ème} levier : la réduction du nombre des remplaçants en faisant appel à des vacataires (principalement des étudiants en Master, soit disant d'un « rendement » de 100 %. Le document est précis : 80 % des remplacements de 2 jours et moins, 50 % pour ceux de 3 à 5 jours, 25 de 6 à 10 jours. Les remplacements sont considérés comme « variables d'ajustement » et deviennent « gisement d'emploi ».) *On voit bien une ponction de postes de remplacement cette année sur le Lot (- 5 postes) et la proposition insupportable d'engager des contractuels (enseignants à la retraite ou autre pour pallier à l'absence des enseignants.*

4^{ème} levier : Les enseignants hors classe Conseillers pédagogiques et coordinateurs dont la « productivité » doit être examinée. Suppression de plusieurs postes dans le Lot et requalification en « conseillers techniques » de ceux qui restent. *Suppression de 4 postes cette année pour le 46.*

Intervenant extérieurs : suppression des assistants de langues vivantes. Cela fait rêver au regard de la politique ambitieuse du ministre dans ce secteur . *Suppression de 3 équivalents emploi dans le Lot.*

Formation :

La transformation des postes de BFC en BD sur le département entérine la politique de disparition de la formation continue pour tous les collègues.

La **formation initiale**, quant à elle, bien que réduite à peau de chagrin dans la plupart des départements français, résiste tant bien que mal dans le Lot, il faut le reconnaître. Elle est cependant insuffisante en terme de formation. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour admettre les lacunes de la réforme (suppression bien souvent) de la formation des enseignants. Dernière en date, celle du président de la République qui a annoncé son intention de recevoir les organisations enseignantes à ce sujet.

Les récents propos du président de la République représentent la reconnaissance officielle que la mise en place de la réforme ne se passe pas comme souhaité et que des éléments de blocage sont apparus.

« Ce que le chef de l'État appelle la formation pratique renvoie à la professionnalisation, liée à l'existence de stages, mais aussi à la manière dont ces stages sont articulés avec le reste de la formation. Ce n'est pas seulement en faisant effectuer des vacations aux étudiants que l'on va les transformer en enseignants. C'est un peu plus compliqué que cela. Espérons que la déclaration de Nicolas Sarkozy annonce la réouverture du chantier. » *Propos de Gilles Baillat, président de la Conférence des Directeurs d'IUFM.*

